

Numéro 80 - 5 décembre 2020

**Le refus du gouvernement Trudeau de présenter
une nouvelle direction pour l'économie**

L'énoncé économique de l'automne ouvre la voie à plus d'endettement, d'appauvrissement et d'insécurité

- K.C. Adams -



Les élections du 6 décembre au Venezuela

- **Canada, ne touchez pas au Venezuela!**
- **Des élections sans précédent pour une nouvelle assemblée nationale**

- Margaret Villamizar -

- **Lettre au ministre des Affaires étrangères**

- Mouvement social de l'ALBA Canada, chapitre d'Ottawa -

**Le refus du gouvernement Trudeau de présenter
une nouvelle direction pour l'économie**

L'énoncé économique de l'automne ouvre la voie à plus d'endettement, d'appauvrissement et d'insécurité

- K. C. Adams -

Le 30 novembre, le Parti libéral cartellisé au pouvoir a présenté au Parlement son Énoncé

économique d'automne dans lequel la ministre des Finances et vice-première ministre Chrystia Freeland annonce le maintien de programmes tels que le soutien aux loyers commerciaux pour les entreprises et l'augmentation à 75 % de la subvention salariale aux employeurs pour leurs travailleurs. Il prévoit aussi une subvention supplémentaire pouvant atteindre 100 % du salaire minimum pour les entreprises qui embauchent des jeunes. Le gouvernement prétend que ces paiements aux entreprises aident les travailleurs à trouver de l'emploi mais il ne donne aucune preuve de cela.



Le prix combiné de ce que le gouvernement appelle les programmes de relance à court terme sur trois ans est estimé à environ 110 milliards de dollars. Les dépenses fédérales prévues feront passer le déficit budgétaire annuel à 381,6 milliards de dollars en 2021, avec des déficits cumulés supplémentaires de 270 milliards de dollars d'ici 2026. Les dépenses comprennent 100 milliards de dollars supplémentaires pour lesquels aucun détail n'a été donné.

Avec les déficits annuels projetés, la dette fédérale dépassera bientôt 1 000 milliards de dollars à laquelle il faut ajouter un autre milliard de dollars pour la dette du Québec et des provinces. Les déficits accumulés sont dus à des emprunts publics sans précédent auprès de prêteurs institutionnels mondiaux. Les emprunts publics auprès de prêteurs privés sont une pratique particulièrement onéreuse de la politique de payer les riches

dont les Canadiens devraient exiger l'abolition. Elle devrait être remplacée par l'emprunt de l'État à lui-même. L'énorme dette envers les oligarques mondiaux, qui reçoivent des intérêts composés sur le montant emprunté, a déjà suscité des menaces dans les médias et les groupes de réflexion impérialistes d'importantes compressions antisociales pour faire payer le peuple une fois la pandémie surmontée.

Garde d'enfants, assurance-médicaments et soins de longue durée

Deux programmes sociaux que, selon les rumeurs, le gouvernement libéral devait mettre en place ne se sont pas matérialisés dans le document officiel : le système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (ou système fédéral de garderie universel) et l'assurance-médicaments. Il convient de noter que l'énoncé de politique d'un programme universel de garde d'enfants est associé au Parti libéral depuis son « livre rouge » de promesses électorales de 1993. Au lieu d'une stratégie nationale en matière de garde d'enfants, Chrystia Freeland semble avoir voulu s'attirer les faveurs du Québec en disant que le gouvernement fédéral utiliserait le système québécois comme modèle. Elle a cependant omis de dire que ce système dit universel souffre d'un important manque de places pour combler les besoins des familles qui y ont droit. De plus, les travailleuses en garderie au Québec protestent depuis très longtemps contre leurs conditions de travail et leurs salaires inadéquats. C'est typique d'un gouvernement dont les déclarations, les conclusions et les décisions ne sont jamais corroborées par des faits.

En ce qui concerne la situation désespérée à laquelle sont aux prises les travailleurs et les résidents des établissements de soins de longue durée du Canada, le président national du Syndicat canadien

de la fonction publique, Mark Hancock, souligne que l'offre faite par le gouvernement d'un milliard de dollars pour les provinces afin de renforcer le contrôle des infections et accroître les stocks d'ÉPI pour ces établissements est en fait une subvention aux exploitants de ces établissements, principalement des entreprises privées. « Il s'agit d'une autre annonce décousue qui souligne l'absence décevante de progrès vers la réalisation de la promesse fédérale d'adopter des normes nationales pour ce secteur », a souligné Mark Hancock.

En fait, cet argent fédéral pour la santé qui « vient avec des conditions » est contraire à *Loi constitutionnelle de 1867* qui stipule que la santé est une responsabilité provinciale. Le Bloc Québécois et certains chefs de partis cartellisés provinciaux considèrent que les « conditions attachées » à l'offre d'un milliard de dollars pour les soins de longue durée sont une provocation. Ils veulent plutôt une augmentation générale du Transfert canadien en matière de santé, pour atteindre au moins 33 % des dépenses totales de santé du pays. L'offensive d'austérité antisociale menée par le gouvernement fédéral depuis des décennies, qui a réduit les dépenses de santé en proportion de la population et des besoins des Canadiens, a fait passer le transfert pour la santé de 50 % des dépenses totales à environ 22 %.



L'énoncé économique ne révèle pas l'ampleur de la crise et la nécessité d'une nouvelle direction

Le gouvernement fédéral décrit son énoncé économique comme un « portrait instantané » de l'économie, mais il n'essaie même pas de révéler et de soumettre à la discussion ou à l'analyse les conditions réelles auxquelles les Canadiens font face et la nécessité d'arrêter de payer les riches et d'augmenter les investissements dans les programmes sociaux.

Pour les travailleurs, la situation reste précaire, tant pour ceux au travail que pour les chômeurs, qui sont nombreux à avoir du mal à joindre les deux bouts. De nombreux Canadiens qui travaillent sont confrontés à des difficultés liées à la pandémie au travail et dans leur vie quotidienne. Les gouvernements et les employeurs refusent de mobiliser la classe ouvrière dans une action collective pour se défendre et défendre la société contre la pandémie et pour vaincre la pandémie. Ce refus a rendu la situation particulièrement difficile pour les travailleurs de première ligne dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des transports en commun et de l'agriculture, en particulier pour les milliers de travailleurs agricoles migrants, et dans les secteurs où les travailleurs sont à proximité les uns des autres.

Selon Statistique Canada, le nombre de chômeurs est resté élevé en septembre : 1,8 million de travailleurs cherchaient du travail et n'en ont pas trouvé et 580 000 autres chômeurs attendent un signe d'amélioration de la situation pour vendre leur capacité de travail avant de chercher activement du travail. Le nombre de travailleurs ayant quitté la population active pour diverses raisons continue de demeurer élevé, en particulier chez les femmes.

Selon Statistique Canada, les travailleurs à bas salaire, ceux qui gagnent moins de 16 dollars l'heure, ont été particulièrement touchés par cette crise et continuent d'avoir de la difficulté à trouver du travail. L'emploi chez les jeunes de 15 à 24 ans reste plus éloigné de la reprise que les autres grands groupes d'âge. En septembre, le taux d'emploi parmi les jeunes femmes était encore

inférieur de 10,4 % au niveau de février 2020 et celui des jeunes hommes de 10,2 %.



Huit millions neuf cent mille Canadiens ont reçu une allocation de 500 dollars par semaine de la Prestation canadienne d'urgence (PCU), qui a débuté au printemps dernier et s'est terminée le 3 octobre. Cette allocation est maintenant terminée, mais de nombreux Canadiens ont encore des difficultés à gagner leur vie, y compris ceux qui sont considérés comme des travailleurs indépendants. Selon Statistique Canada, « la reprise relativement lente du travail autonome – et le nombre d'heures travaillées par les travailleurs autonomes canadiens – se reflète dans le profil des personnes qui reçoivent des paiements de soutien liés à la COVID-19. En septembre, un prestataire de la PCU sur cinq (21,8 %) était un travailleur autonome ou avait été un travailleur autonome au cours des 12 derniers mois. La proportion de prestataires de la PCU vivant au sein de ménages ayant de la difficulté à assumer ses dépenses nécessaires a augmenté pour atteindre 42,0 %, en hausse de 4,3 points de pourcentage par rapport à août. »

L'itinérance, la pauvreté et l'insécurité alimentaire ont toutes augmenté pendant la crise, sans réel assouplissement à l'horizon. Cela s'ajoute aux tragédies personnelles de nombreuses personnes qui ont directement souffert ou sont décédées à cause de la crise sanitaire et de l'épidémie d'opioïdes qui se poursuit en parallèle.

Selon l'énoncé économique du gouvernement, les investissements des entreprises privées se sont considérablement effondrés. La réduction de la demande de biens et de services a laissé certaines entreprises avec une capacité inutilisée, y apprend-on. Les intentions d'investissement des entreprises privées pour l'année fiscale ont chuté de 180 à 140 milliards de dollars. Ce montant est inférieur de 60 milliards de dollars au pic d'investissement privé de 200 milliards de dollars atteint juste avant l'effondrement des prix du pétrole en 2014.

La crise économique a engagé l'économie dans un déclin, tout comme les crises de 2008 et 2014. Une fois la pandémie passée, l'économie devrait stagner et connaître une croissance minimale d'environ 1,4 % par an, cette faible croissance provenant presque exclusivement de la stimulation de l'immigration et de l'augmentation de la demande et du temps de travail supplémentaire et de la valeur apportée par les nouveaux arrivants.

Dans cette situation, les entreprises privées exigent des gouvernements des programmes pour payer les riches et des investissements dans les pouvoirs de police et l'économie de guerre pour servir les desseins d'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain, ce qui a pour effet de siphonner les fonds publics des programmes sociaux et des investissements centrés sur l'humain. On peut le voir dans les partenariats public/privé pour payer les riches afin de construire des infrastructures pour ce que l'élite dirigeante qualifie de projets « verts » et les corridors de transport militarisés qui facilitent l'extraction de minéraux stratégiques du Canada pour approvisionner les forces armées américaines.

Ne laissons pas l'élite dirigeante écarter la discussion sur une nouvelle direction pour l'économie

Les partis cartellisés au gouvernement sont unis dans leur opposition à la recherche d'une nouvelle direction pour l'économie basée sur un programme pour arrêter de payer les riches, augmenter les investissements dans les programmes sociaux et développer et construire un vaste réseau d'entreprises centrées sur l'humain dont le but explicite est de servir le peuple, l'économie et la société et non les intérêts privés de l'oligarchie. La direction actuelle qui consiste à acheminer un paquet d'argent aux riches et à leurs entreprises s'est avérée être un échec en pratique.

L'élite dirigeante qui est dans les gouvernements, les médias et les groupes de réflexion est obsédée par la défense du statu quo du privilège de classe et de l'immense richesse de quelques-uns. Au lieu de verser l'argent public dans les mains privées des riches, beaucoup se demandent pourquoi ne pas entamer une discussion au moins sur une nouvelle direction avec pour but explicite de servir le peuple. La classe ouvrière est prête pour autre chose que cette économie en crise. Certains, même dans le secteur des petites entreprises, seraient prêts à discuter d'une nouvelle direction où leurs talents et leur énergie pourraient être canalisés vers quelque chose de constructif et de stable, tant pour eux-mêmes que pour l'économie et le peuple, une direction qui s'attaquerait aux nombreux problèmes qui accablent le pays, son économie et son environnement social et naturel.



Peu de gens seraient en désaccord avec le fait que le pays a besoin de centres d'éducation préscolaire universels, un système de santé et d'éducation universel, meilleur et véritablement gratuit pour tous, qu'il faut répondre aux besoins en logements et renforcer les autres programmes et services sociaux. Pourquoi ne pas verser les milliards de dollars actuellement consacrés aux stratagèmes pour payer les riches et à l'économie de guerre des États-Unis dans la création d'entreprises centrées sur l'humain dans des endroits stratégiques des grandes villes et dans toutes les villes de petite et moyenne taille ? Ces entreprises centrées sur

l'être humain et responsables devant le peuple se consacraient à la résolution des problèmes sociaux et naturels, à la réalisation de l'autosuffisance économique et à la satisfaction des besoins et de la sécurité de tous et toutes.

Les entreprises centrées sur l'humain pourraient être construites comme un type de campus, avec des installations d'apprentissage de la petite enfance jusqu'à la douzième année, des centres de soins de longue durée, des collèges et universités postsecondaires, des installations récréatives et culturelles pour tous les âges avec des cafétérias centralisées où des chefs cuisiniers réputés connaissent tous les styles et types d'aliments. Le campus pourrait être relié aux transports en commun assistés par des applications et à la distribution de manière coordonnée avec les résidents voisins. Les enfants, les travailleurs et les aliments cuits pourraient être transportés en toute sécurité chaque jour du campus vers les logements de la région de manière organisée.

Les campus pourraient être associés à des entreprises de fabrication centrées sur l'humain et responsables devant le peuple, chargées de produire des produits essentiels et d'autres biens de manière autonome, afin de reverser la nouvelle valeur produite par les travailleurs dans la région et l'économie régionale et de commercer avec d'autres régions dans tout le Canada et dans le

monde entier pour l'avantage réciproque, l'amitié et le développement.

Les problèmes doivent être abordés tels qu'ils se présentent et une discussion approfondie doit être engagée pour bâtir une opinion publique favorable à une nouvelle direction qui résout les problèmes. Les partis politiques cartellisés et les riches qui ne veulent pas que leurs privilèges de classe et le statu quo soient perturbés ne doivent pas être autorisés à écarter la discussion parmi le peuple sur une nouvelle direction et les mesures pratiques nécessaires à prendre.

Le problème clé qui existe actuellement est d'ordre politique, à savoir la marginalisation institutionnelle et constitutionnelle du peuple. *L'ancien doit faire place au nouveau*, tel doit être le nouveau slogan en toute chose. Le système politique actuel, dépassé et dominé par les partis cartellisés et les médias impérialistes, bloque la discussion et tout mouvement vers un renouveau démocratique. Les travailleurs doivent s'attaquer à ce problème de marginalisation politique de manière organisée, avec une conscience claire et des actions déterminées, avec des analyses qui construisent l'opinion publique en faveur d'un renouveau constitutionnel et institutionnel qui favorise le peuple. Fini l'ancien ! Allez vers le nouveau avec confiance dans votre capacité à relever les défis !

Les Canadiens doivent dénoncer et rejeter avec mépris les déclarations qui engourdissent les esprits, qui détruisent la discussion, qui détournent l'attention et répandent les platitudes et les énoncés de politiques vides de sens du gouvernement Trudeau et des autres partis cartellisés. Ils rendent un bien mauvais service au peuple et empêchent d'ouvrir une voie vers l'avenir. Une société moderne mérite mieux et exige mieux.

Le peuple lui-même doit façonner le monde moderne en toute conscience. Il doit adopter la devise d'apprendre la guerre par la guerre et pour cela, il faut ouvrir une voie de discussion et d'action avec des analyses qui rejettent tout ce qui est moribond, décrépité et corrompu. Assez de ces crises économiques récurrentes, de ces problèmes sociaux et naturels croissants et d'un blocage politique qui empêche le peuple d'agir dans son propre intérêt. Les travailleurs doivent continuer de défier les riches oligarques et leurs vassaux serviles en maintenant haut levée leurs revendications de ce qui leur appartient de droit et en n'acceptant rien de moins.

Le renouveau démocratique est à l'ordre du jour. Prenez vos responsabilités dès maintenant ! Les problèmes peuvent être résolus ; l'économie socialisée moderne peut être mise au service du peuple sans crise ni guerre ! L'environnement social et naturel peut être humanisé !

Le temps est venu de s'organiser, de discuter et de se battre pour une nouvelle direction de l'économie et de la politique ! Cela peut être fait !

(Photos : LML)



Les élections du 6 décembre au Venezuela

Canada, ne touchez pas au Venezuela!

**Piquetage les 5 et 6 décembre:
Les résultats de l'élection au Venezuela doivent être respectés**



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Le dimanche 6 décembre, les Vénézuéliens éliront une nouvelle assemblée législative. Vingt millions 700 mille électeurs inscrits ont droit de vote pour élire les membres de l'Assemblée nationale du Venezuela. Quatorze mille candidats représentant 107 organisations politiques se présentent aux élections. Malgré la campagne internationale menée par les États-Unis, le Canada et l'Union européenne pour discréditer le processus électoral, le Venezuela suivra son processus constitutionnel à la lettre.

Malheureusement, le Canada est à la tête de l'organisation réactionnaire appelée Groupe de Lima. Cette organisation trouve son inspiration dans les agences secrètes et les groupes de réflexion dirigés par les États-Unis qui trament des complots de toutes sortes pour renverser le projet d'édification nationale bolivarien dans le but d'imposer l'hégémonie des États-Unis sur Notre Amérique.

LML appelle tous les Canadiens à exiger que le Canada respecte le processus démocratique de prise de décision du peuple vénézuélien et qu'il respecte un verdict rendu sans ingérence étrangère ni fraude.

(Photo: LML)

Des élections sans précédent pour une nouvelle assemblée nationale

- Margaret Villamizar -

L'élection qui se tiendra le 6 décembre a été convoquée conformément à la Constitution du Venezuela qui exige qu'une nouvelle assemblée nationale doit être élue avant que le mandat de l'actuelle Assemblée n'expire le 5 janvier 2021.

Le rôle de l'Assemblée nationale, une des cinq branches indépendantes de l'État, consiste notamment à adopter des réformes législatives et constitutionnelles, approuver des budgets publics, évaluer et/ou retirer des ministres et des fonctionnaires, approuver des accords internationaux, nommer des individus à des fonctions des pouvoirs publics telles que les recteurs du Conseil électoral national et les juges de la Cour suprême et autoriser un déploiement à l'extérieur du pays des Forces armées bolivariennes nationales et, à l'intérieur du pays, de missions militaires étrangères.



3 décembre 2020 : grand rassemblement dans les rues de Caracas en fin de campagne électorale

Il y a 20,7 millions d'électeurs qui sont inscrits et un total de 277 députés – 111 de plus qu'à la législature actuelle – chercheront à se faire élire. Quarante-huit d'entre eux seront élus en vertu d'un nouveau système national de vote par liste et 96 en vertu de listes régionales, les deux systèmes étant basés sur la méthode de représentation proportionnelle de Hondt. Il y a aussi 130 députés dans 67 circonscriptions géographiques qui seront élus en vertu d'un système majoritaire uninominal à un tour et 3 députés autochtones seront choisis par leurs communautés. Tous auront un mandat de cinq ans, du 5 janvier 2021 au 5 janvier 2026.

Le vote sera facilité par le recours à des machines électroniques à écran tactile construites au pays. En mars dernier, plus de 49 000 machines à voter, soit la presque totalité, ont été détruites dans l'incendie criminel de l'entrepôt où ils étaient rangés. Après qu'un individu a voté à l'aide de l'écran tactile, le système imprime un bulletin en papier montrant les choix, que l'électeur peut vérifier avant de le placer dans la boîte de scrutin. Ensuite, l'électeur signe le bulletin et laisse son empreinte digitale dans un registre, rendant toute fraude extrêmement difficile. Les bulletins de vote peuvent aussi être comparés aux décomptes électroniques lors de la vérification des résultats. Le système électoral du Venezuela est généralement considéré comme l'un des plus avancés sur le plan technologique, le plus transparent et fiable au monde.

L'élection se tient dans le respect des règles de l'Organisation mondiale de la santé sur la biosécurité. Le port du masque sera obligatoire pour les votants et les responsables du scrutin et il y aura du désinfectant pour les mains à chaque bureau de scrutin. Les machines à écran tactile seront désinfectées après chaque vote. La milice bolivarienne est responsable de veiller au respect des protocoles de distanciation physique à l'intérieur et à l'extérieur des bureaux de vote, et le personnel électoral doit avoir un résultat négatif à un test pour la COVID-19 avant d'assumer ses fonctions.

La présidente du Conseil national électoral (CNE), Indira Alfonzo, a annoncé cette semaine que plus de 200 observateurs électoraux internationaux de 34 pays, ainsi que le Conseil des experts électoraux d'Amérique latine (CEELA), participeront à l'observation du vote. L'Union européenne a décliné l'invitation à envoyer une mission d'observation après que le Venezuela a refusé les conditions qu'elle avait tenté d'imposer, notamment le report de l'élection.



Des observateurs internationaux inspectent une machine à voter.

Le gouvernement des États-Unis – avec l'appui des républicains et des démocrates – s'ingère activement dans l'élection, poursuivant sans répit son ordre du jour de changement de régime. En plus de leurs sanctions économiques brutales et de leur pillage des ressources du peuple vénézuélien, les États-Unis ont sanctionné des représentants du gouvernement vénézuélien et deux représentants du CNE, y compris sa présidente Indira Alfonzo, les accusant d'« ingérence électorale » pour avoir refusé de bafouer la Constitution, les lois et la souveraineté du Venezuela et de permettre aux États-Unis de dicter les conditions d'une « élection libre et équitable » au Venezuela !



4 décembre 2020 : des observateurs internationaux au Venezuela pour surveiller les élections

La coalition des partis d'opposition, appelée « G4 », soutenue par les États-Unis, qui comprend le Parti de la volonté populaire de Juan Guaido ainsi que Justice d'abord, Action démocratique et Une nouvelle ère, boycotte comme prévu l'élection et appelle les Vénézuéliens à faire de même. Cependant, certaines sections de plusieurs partis du « G4 » ont rejeté la campagne de boycottage et participent à l'élection avec des candidats, clairement las de la préférence de leurs dirigeants pour les tentatives de coup d'État violentes plutôt que pour les élections, et du soutien à la guerre économique des États-Unis contre leur pays. Les États-Unis ont également imposé des sanctions à cinq de ces dirigeants de l'opposition, les accusant de « complicité » avec le gouvernement.

Agissant à l'unisson avec les impérialistes américains, le gouvernement Trudeau ne cesse de se déshonorer en chantant les louanges de l'infortuné Juan Guaido, disant de ce fantôme des États-Unis qu'il est le président « légitime » du Venezuela dont l'unique intérêt est de « restaurer la démocratie » au pays, en dépit d'innombrables preuves du contraire. Le Canada a aussi automatiquement déclaré les élections du 6 décembre « illégitimes », comme il l'a fait pour toutes les autres élections depuis la dernière élection parlementaire en 2015 qui a été remportée par une

coalition de partis d'opposition. Cette assemblée contrôlée par l'opposition, dont le mandat arrive à terme, est la seule branche de l'État vénézuélien que le Canada considère « légitime », même si une des premières mesures de cette assemblée a été de défier un ordre de la Cour suprême de suspendre trois députés accusés d'achat de votes, après quoi elle a entrepris d'adopter des lois considérées anticonstitutionnelles, faisant en sorte que la Cour suprême a déclaré qu'elle contrevenait à la loi, annulant ainsi ses décisions.

Dès le départ, la coalition de l'opposition s'est également livrée à une manœuvre illégale après l'autre pour tenter d'expulser le président Nicolas Maduro de son poste d'élu. Lorsque cela a échoué, l'assemblée est devenue une base pour la « présidence par intérim » fictive du député Juan Guaidó et pour le gouvernement parallèle que les États-Unis et le Canada ont tenté d'imposer aux Vénézuéliens. Elle a aussi trahieusement servi à gagner de l'appui à la guerre économique sauvage dirigée par les États-Unis contre le peuple vénézuélien et à laquelle participent aussi le Canada et l'Union européenne.

Les enjeux seront énormes aux élections du 6 décembre. Ce sont 107 partis politiques et 14 400 candidats, un nombre sans précédent, qui se présentent dans cette élection de l'Assemblée nationale. Les partis sont regroupés principalement en cinq blocs. L'un est le Grand Pôle patriotique, comprenant le Parti socialiste Uni (PSUV) au pouvoir, et sept autres partis. Une autre alliance, plus petite, appelée Alternative révolutionnaire populaire, s'identifie comme étant chaviste et comme faisant partie de la révolution bolivarienne. Les partis d'opposition antichavistes ont aussi formé trois alliances, n'étant pas parvenus à former une seule coalition.



3 décembre 2020, Caracas

La faction de l'opposition dirigée par Guaidó et Leopoldo Lopez a récemment annoncé qu'en plus de boycotter les élections, elle organisera sa propre « consultation populaire » du 6 au 12 décembre. Ces gangsters qui ont été à l'origine d'au moins deux tentatives ratées de prise de pouvoir par un coup d'État violent, et qui ont toujours soutenu les sanctions criminelles des États-Unis, demandent aux Vénézuéliens, y compris à ceux qui vivent à l'extérieur du pays, de

répondre à trois questions : Exigez-vous que cesse l'usurpation de la présidence par Nicolas Maduro et appelez-vous à des élections présidentielles et parlementaires libres, équitables et vérifiables ? Rejetez-vous l'événement du 6 décembre et demandez-vous que la communauté internationale n'en tienne pas compte ? Exigez-vous que les démarches nécessaires soient prises auprès de la communauté internationale pour activer la coopération, l'accompagnement et l'aide pour venir à la rescousse de notre démocratie ?

Mais le peuple vénézuélien n'a pas résisté à toutes sortes de perfidies et d'épreuves, même au prix de sa vie, pour défendre sa révolution bolivarienne, pour ensuite faire volte-face et convenir que la solution aux problèmes du pays consiste à remettre le contrôle de ses institutions et de ses ressources à des oligarques locaux et étrangers qui ne s'intéressent qu'à leurs intérêts privés aux dépens de la nation et du peuple vénézuéliens : un programme néolibéral contrerévolutionnaire que ces éléments ont essayé d'imposer par la force, mais qui n'a pas réussi jusqu'à présent.

Au contraire, le peuple organisé du Venezuela a montré de quel bois il se chauffe en défendant résolument son droit à l'autodétermination, à la souveraineté, au droit international et au droit de tous les peuples de vivre en paix, tout en trouvant des solutions pacifiques à leurs différends plutôt que la guerre et la coercition. L'exemple des élections au Venezuela, comme celles en Colombie, en Bolivie, en Argentine et en Équateur, entre autres, offrent aux peuples de Notre Amérique de profondes leçons sur la nécessité pour les peuples d'acquiescer le pouvoir politique pour pouvoir exercer leur souveraineté. Les impérialistes américains et leurs lèche-bottes comme le gouvernement Trudeau ne reconnaîtront jamais un résultat qui interdira de faire tout ce qu'ils veulent dans un pays ou contre un pays. Ils sont passés maîtres dans l'organisation de révolutions de couleurs, de coups constitutionnels et des pires attaques violentes comme celles qui ont sévi en Bolivie au cours de l'année suivant le coup qu'ils ont fomenté dans ce pays. Ils sont l'auteur des coups qui continuent de sévir en Haïti, au Honduras, en Colombie et dans d'autres pays grâce à leur recours criminel à la subversion, à l'ingérence, aux assassinats et à d'autres méthodes, surtout cachées, pour subvertir toute tentative du peuple d'exercer son pouvoir décisionnel souverain.

Les Canadiens ne font qu'un avec le peuple vénézuélien et espèrent que les élections du 6 décembre lui seront favorables. Non à l'ingérence des impérialistes américains, de l'Organisation des États américains, de l'organisation bidon appelée Groupe de Lima et de tous les autres forums « multilatéraux » qui leur servent de plateforme pour attaquer la révolution bolivarienne et le projet d'édification nationale du peuple vénézuélien !

(Sources : *Venezuelanalysis.com*, *People's Dispatch*, *Pagina 12*. Photos : CNE, @NicolasMaduro)



Lettre au ministre des Affaires étrangères

- Mouvement social de l'ALBA Canada, chapitre d'Ottawa -

La présente lettre a été envoyée le 5 décembre au ministre des Affaires étrangères lui demandant que le Canada respecte le résultat des élections au Venezuela.

Des élections pour choisir une nouvelle Assemblée nationale élargie sont en cours au Venezuela et le vote aura lieu le dimanche 6 décembre 2020. Au total, 107 organisations politiques se présentent pour les 277 sièges parlementaires pour un mandat de cinq ans commençant le 5 janvier 2021. Il y a 14 400 candidats qui ont fait campagne en prenant les précautions nécessaires contre la COVID-19. Plus de 20 millions de citoyens ont le droit de voter.

Les nouvelles autorités électorales se sont efforcées de garantir la présence d'une vaste mission

internationale pour superviser les élections, y compris l'ONU, la CARICOM et l'Union africaine. L'Union européenne a refusé l'invitation après que sa demande de report du vote a été rejetée par le Venezuela pour le motif qu'il est constitutionnellement tenu de tenir les élections avant la fin de 2020. Plus de 300 invitations ont été envoyées à des personnalités internationales et à des organisations multilatérales régionales pour observer les élections. Le processus électoral sera soumis à 16 vérifications/contrôles en présence de représentants des partis et d'observateurs internationaux.

Malgré un incendie criminel qui a détruit 99 % des machines électorales électroniques du Venezuela, celles-ci ont été remplacées par 49 539 nouvelles machines plus modernes conçues au Venezuela par des techniciens vénézuéliens.

À peine les élections étaient-elles prévues que les autorités des États-Unis ont déclaré qu'elles ne reconnaîtront pas les élections, avant même qu'elles ne se tiennent. Juan Guaido, ancien président de l'Assemblée nationale et « président par intérim » autoproclamé du Venezuela, a appelé au boycottage et a rejeté les élections. Guaido a également appelé à la « violence de rue » qui, comme le montre l'expérience du peuple vénézuélien, signifie des actes de violence commis contre le peuple vénézuélien et ses infrastructures. Ses appels sont rejetés par la grande majorité des partis d'opposition. Ces derniers remettent en question l'extrémisme des factions de l'opposition qui appellent à l'abstention et promeuvent des sanctions contre le pays pour faire avancer leur ordre du jour politique. La plupart des formations d'opposition défendent la route électoral comme le seul moyen valable de résoudre les différends politiques. De plus, Washington a imposé des sanctions à certains de ces dirigeants de l'opposition qui ont décidé de participer au processus électoral. Le 22 septembre, le département américain du Trésor a sanctionné cinq chefs de l'opposition, les accusant de « complicité » avec le gouvernement.

Le but de cette lettre est d'appeler le gouvernement canadien à se dissocier de toutes ces activités condamnables, antidémocratiques et illégales contre le Venezuela. Quelle raison le Canada aurait-il de refuser de reconnaître les élections vénézuéliennes du 6 décembre ? Nous demandons au gouvernement canadien de se ranger du côté de la démocratie, de la primauté du droit et du respect des décisions souveraines de la nation vénézuélienne, libre de toute ingérence et agression étrangères.



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web : www.pccml.ca Courriel : redaction@cpcml.ca